Extrait du UNSA Fonction publique

http://www.unsa-fp.org/?Un-CIAS-tres-budgetaire

Un CIAS très budgétaire

- Action sociale -

Date de mise en ligne : jeudi 2 juillet 2015

Copyright © UNSA Fonction publique - Tous droits réservés

Lors du débat budgétaire, l'UNSA est intervenue pour étendre et revaloriser les prestations existantes. Le CIAS a ensuite voté son règlement intérieur et celui des SRIAS (Section Régionale Interministérielles d'Action Sociale).

A retenir : pas de modification ni de l'organisation, ni du fonctionnement des SRIAS en 2016 dans les régions fusionnées.

Traditionnellement, le CIAS de juillet est consacré à l'étude et au suivi des budgets.
121 millions d'euros pour 2015 qu'il faut comparer avec le budget réellement utilisé en 2014 : 116,4 millions d'euros. L'UNSA souhaite sa progression pour 2016.

Améliorer les prestations
Les interventions de l'UNSA ont donc porté sur la façon d'utiliser, dans le contexte actuel, l'enveloppe financière dans son entier afin de renforcer les prestations existantes et d'en faire bénéficier le plus grand nombre d'agents.
L'UNSA propose :

- Une analyse fine de tous les barèmes avec une réévaluation des revenus fiscaux de référence pour chaque prestation en particulier le CESU-« garde d'enfant »
- Une augmentation de l'AIP (aide à l'installation des personnels)
- Une nouvelle étude spécifique du dispositif des chèques vacances, car malgré les dernières mesures, peu de fonctionnaires utilisent cette possibilité.

De plus, l'UNSA demande une revalorisation significative des Prestations Interministérielles (PIM) comme la prestation repas ou l'aide au séjour d'enfant en centre de vacances ou de loisirs pour 2016.

Suite à nos demandes, un groupe de travail va être mis en place, étape nécessaire pour pouvoir améliorer ces dispositifs.

Aide au Maintien à Domicile, toujours une revendication
L'UNSA est revenu sur l'aide au maintien à domicile (AMD) des agents retraités de la fonction publique, une nouvelle fois, en demandant l'ouverture de nouvelles tranches de barème à l'identique des salariés du privé. Suite à notre questionnement, la DGAFP a annoncé une estimation de l'ordre de 30 millions d'euros pour le coût de cette extension.

Améliorer l'accès aux crèches
Enfin, l'UNSA a souhaité qu'une étude précise de la répartition des places en crèche et des taux d'occupation soit réalisée afin d'en améliorer la gestion.

Augmenter le budget de l'action sociale pour 2016
La prévision des dépenses pour 2016 présentée s'élève à 125 millions d'euros. L'UNSA souhaite que le budget 2016 puisse atteindre ce montant, confirmant le choix de maintenir une forme de priorité à l'action sociale après la forte baisse de 2014.

L'UNSA estime que tous les agents de la fonction publique doivent pouvoir bénéficier d'actions sociales.

Copyright © UNSA Fonction publique

En janvier 2016, 29 établissements vont rejoindre le périmètre de l'action sociale interministérielle, représentant plus de 43 600 agents parmi lesquels on trouve l'OFPRA, des parcs nationaux, l'ENTPE, le CNED...

Une confirmation

Un nouveau cycle de négociation sur l'action sociale interministérielle devrait débuter à l'automne 2015.

Copyright © UNSA Fonction publique